



BANQUE CENTRALE DU LUXEMBOURG

EUROSYSTÈME

# Avis sur le projet de budget 2013

16 novembre 2012



# Aperçu de l'exposé

- **Projet de budget**
- **Activité économique**
- **Projections de court terme**
- **Simulations de moyen terme**
- **Ampleur de la consolidation requise**
- **Composition de la consolidation: les recettes**
- **Composition de la consolidation: les dépenses**
- **Gouvernance européenne**
- **Conclusions**

# Projet de budget 2013 de l'Etat central : optique traditionnelle

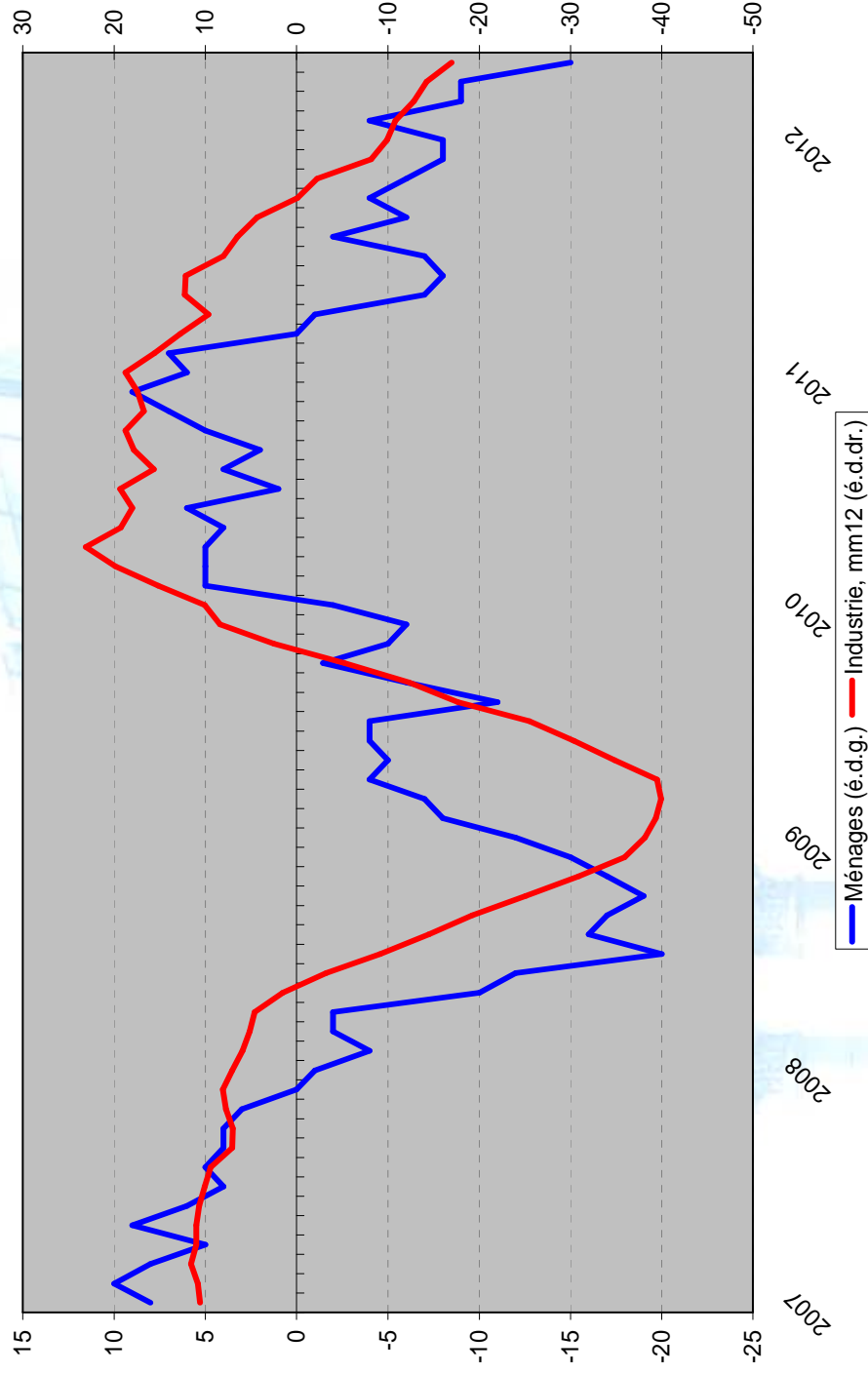
En millions d'euros, sauf mention contraire

	Compte 2011	Budget voté 2012	Projet de budget 2013 amendé	Progression 2012-2013 en %	Progression 2011-2013 en %
<b>Budget courant</b>					
Recettes	10 266,4	10 632,5	11 146,0	4,8	8,6
Dépenses	9 493,1	10 175,1	10 787,0	6,0	13,6
Solde	773,3	457,4	359,1	-	-
<b>Budget en capital</b>					
Recettes	100,9	59,8	57,4	-4,0	-43,1
Dépenses	1 235,4	913,1	974,9	6,8	-21,1
Solde	-1 134,5	-853,2	-917,5	-	-
<b>Budget total</b>					
Recettes	10 367,3	10 692,4	11 203,4	4,8	8,1
Dépenses	10 728,6	11 088,2	11 761,8	6,1	9,6
Solde	-361,2	-395,8	-558,4	-	-

Sources: Projet de loi amendé concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2013, Ministère des Finances.

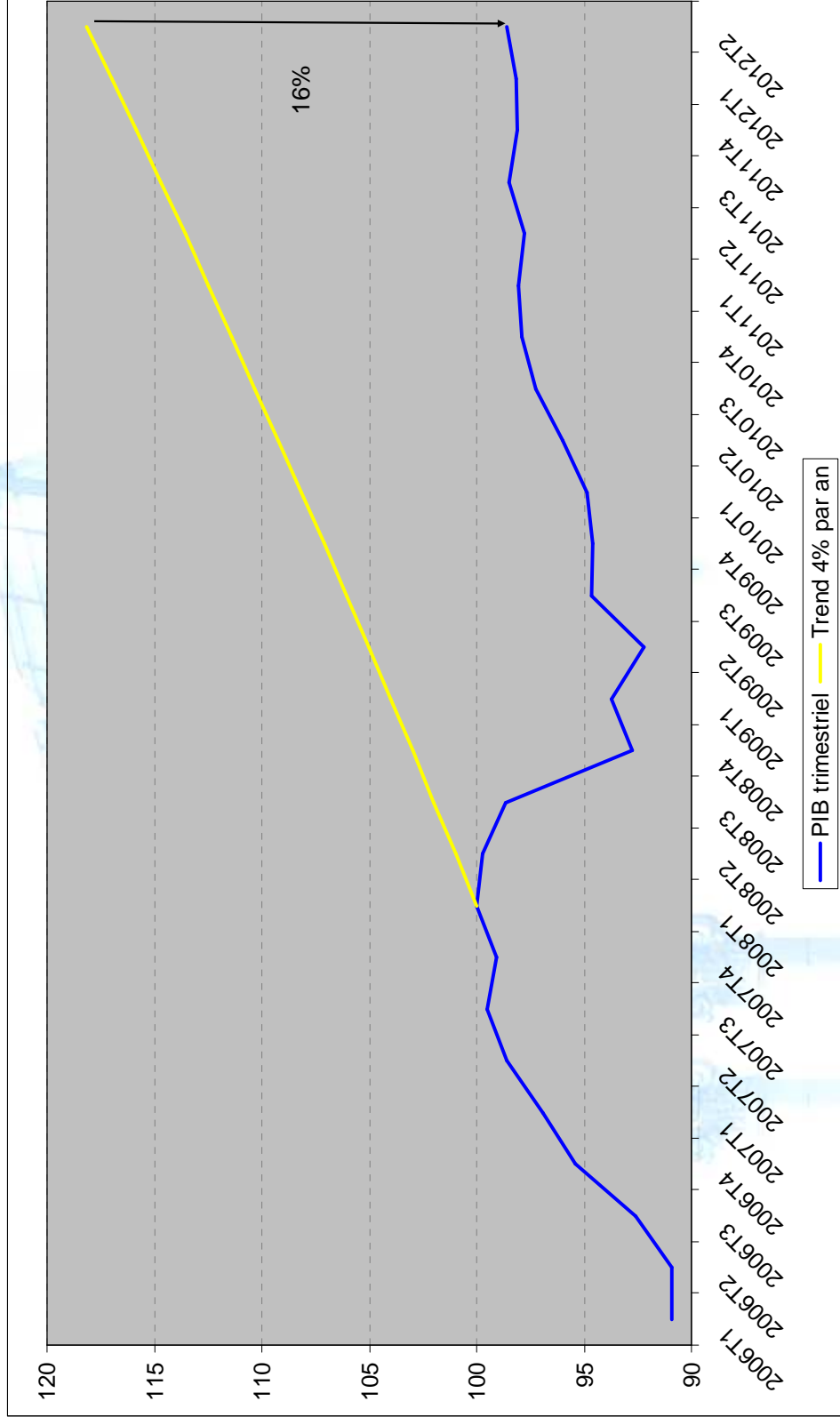
# Luxembourg: l'activité économique subit les conséquences des troubles en zone euro

Climat de confiance dans l'industrie et moral des consommateurs



Sources: Statec, calculs BCL.

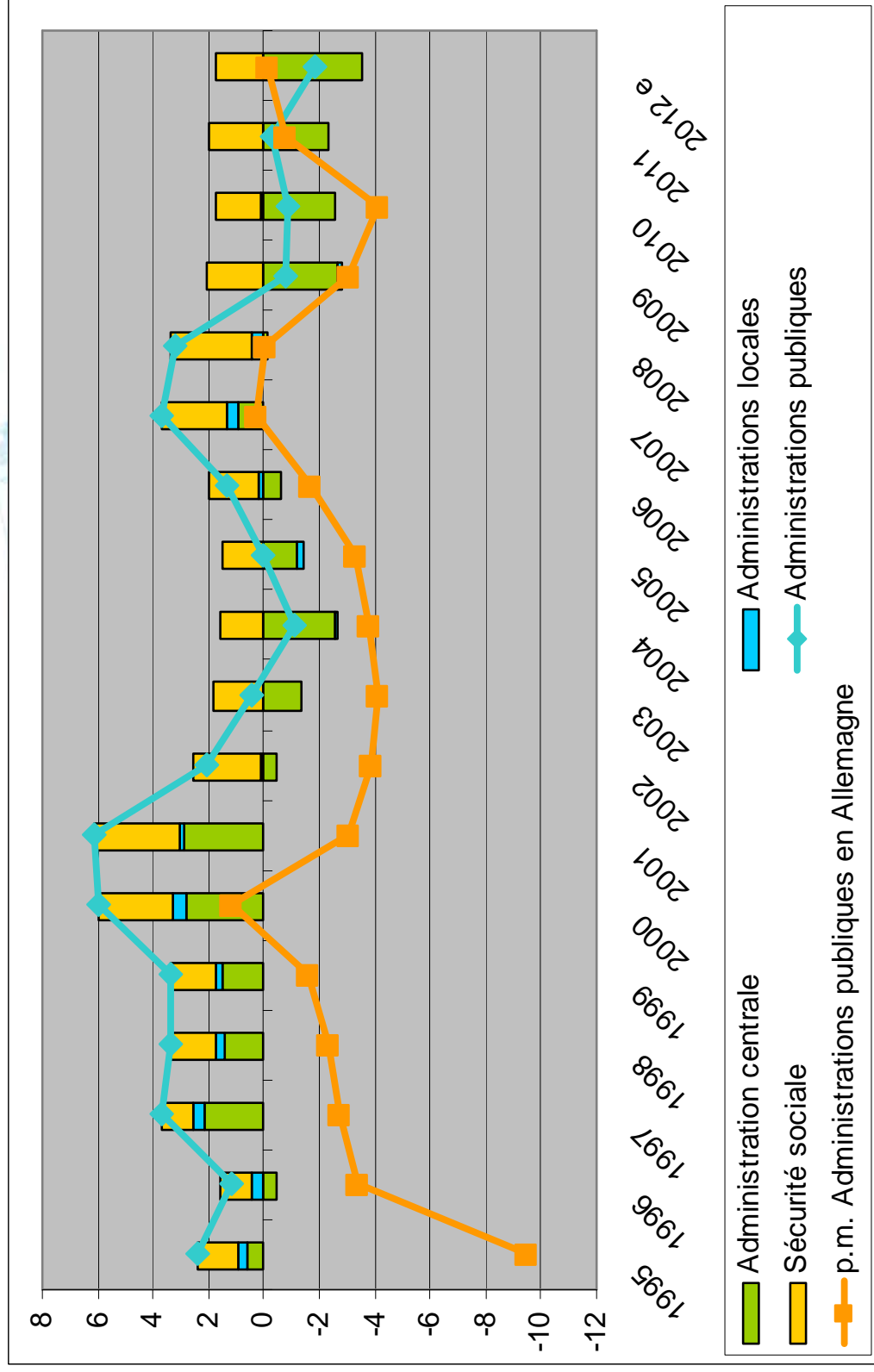
# Luxembourg: l'activité économique – décrochage macroéconomique depuis 2008



Sources: Statec, calculs BCL.

# Situation budgétaire des Administrations publiques

Soldes en % du PIB  
Une dégradation continue



# La situation des finances publiques luxembourgeoises: projections d'automne de la BCL (novembre 2012)

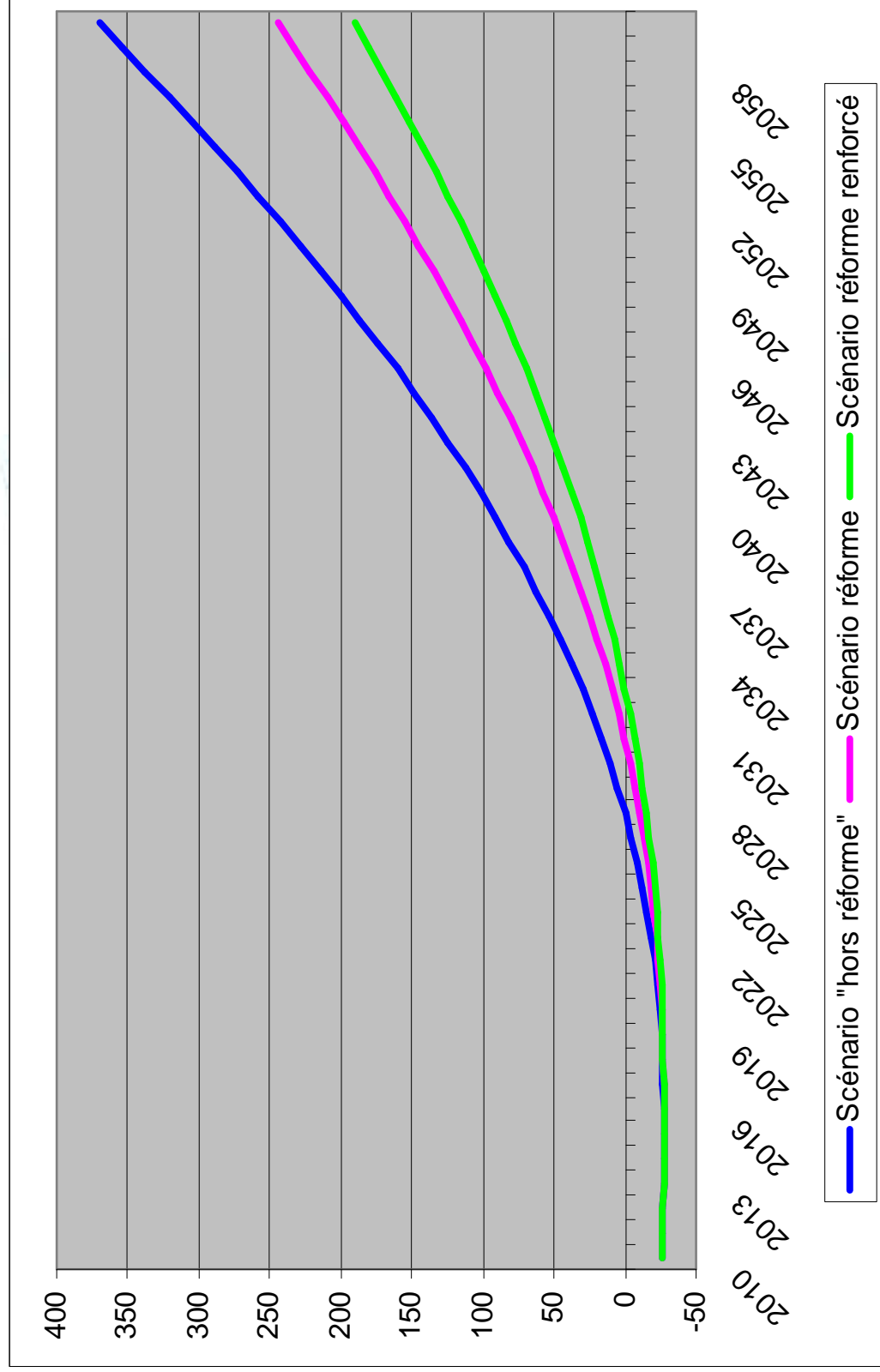
En pourcentages du PIB

	2008	2009	2010	2011	2012 <sup>e</sup>	2013 <sup>p</sup>	2014 <sup>p</sup>	2013 <sup>p(1)</sup>
<b>Ensemble des administrations publiques</b>								
Recettes totales	42,3	43,9	42,0	41,6	41,8	42,5	41,7	
Dépenses totales	39,1	44,6	42,8	42,0	43,6	43,6	43,6	
<b>Déficit (-) ou surplus (+)</b>	<b>3,2</b>	<b>-0,8</b>	<b>-0,8</b>	<b>-0,3</b>	<b>-1,9</b>	<b>-1,1</b>	<b>-1,9</b>	<b>-0,8</b>
Solde apuré de la conjoncture	2,6	-0,2	-0,7	-0,4	-1,6	-0,7	-1,6	
<b>Soldes des sous-secteurs</b>								
Administration centrale	-0,2	-2,7	-2,5	-2,3	-3,6	-2,6	-3,2	-2,3
Administrations locales	0,5	-0,1	0,1	0,1	0,0	-0,1	-0,2	0,0
Sécurité sociale	2,9	2,0	1,6	1,9	1,7	1,6	1,4	1,4
<b>Dette publique</b>	<b>14,4</b>	<b>15,3</b>	<b>19,2</b>	<b>18,3</b>	<b>21,3</b>	<b>24,4</b>	<b>25,5</b>	<b>na</b>

Sources: Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2013, IGF, IGSS, UCM, STATEC, calculs BCL. e: estimations. p: projections (1) Projet de budget 2013 amendé

## Endettement des systèmes de pension

Réserves (-) ou endettement (+) des systèmes de pension en % du PIB  
**Une soutenabilité pour le moins menacée**





# Simulations de moyen terme BCL

Dette brute consolidée des Administrations publiques

En % du PIB

Une réforme des pensions et une consolidation toutes deux indispensables

## Dette brute consolidée

	2014	2015	2020	2040
S1 - Scénario de référence hors réforme	25,5	26,9	40,0	226,4
S2 - Avec réforme des pensions (lien salaires réels 0%)	25,5	26,9	40,2	173,2
S3 - Consolidation avec surplus 1,15% en 2015	23,4	21,1	11,8	53,0
S4 - Consolidation avec surplus 0,5% en 2015 et 1,15% en 2018	23,7	22,0	13,0	53,0

S2 = S1 plus réforme des pensions (courbe verte slide 8 )

S3 = S2 plus consolidation pour atteindre un surplus structurel de 1,15% en 2015

S4 = S2 plus consolidation pour atteindre un surplus structurel de 0,5% en 2015 et 1,15% en 2018

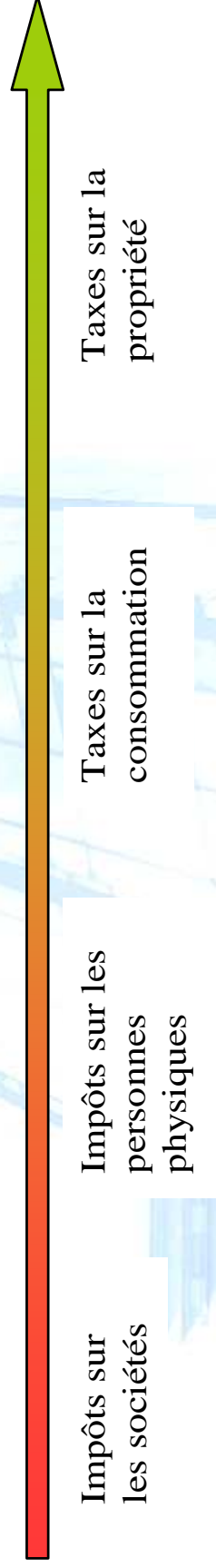
# Stratégie de consolidation budgétaire des Administrations publiques

## Efforts requis, en millions d'euros

	Consolidation surplus 1,15% en 2015	Consolidation surplus 0,5% en 2015 et 1,15% en 2018
2013	730+120	730+120
2014	850	720
2015	900	720
2016	180	300
2017	170	300
2018	170	300
<b>TOTAL</b>	<b>3120</b>	<b>3190</b>

# Marges de manœuvre sur le plan des recettes

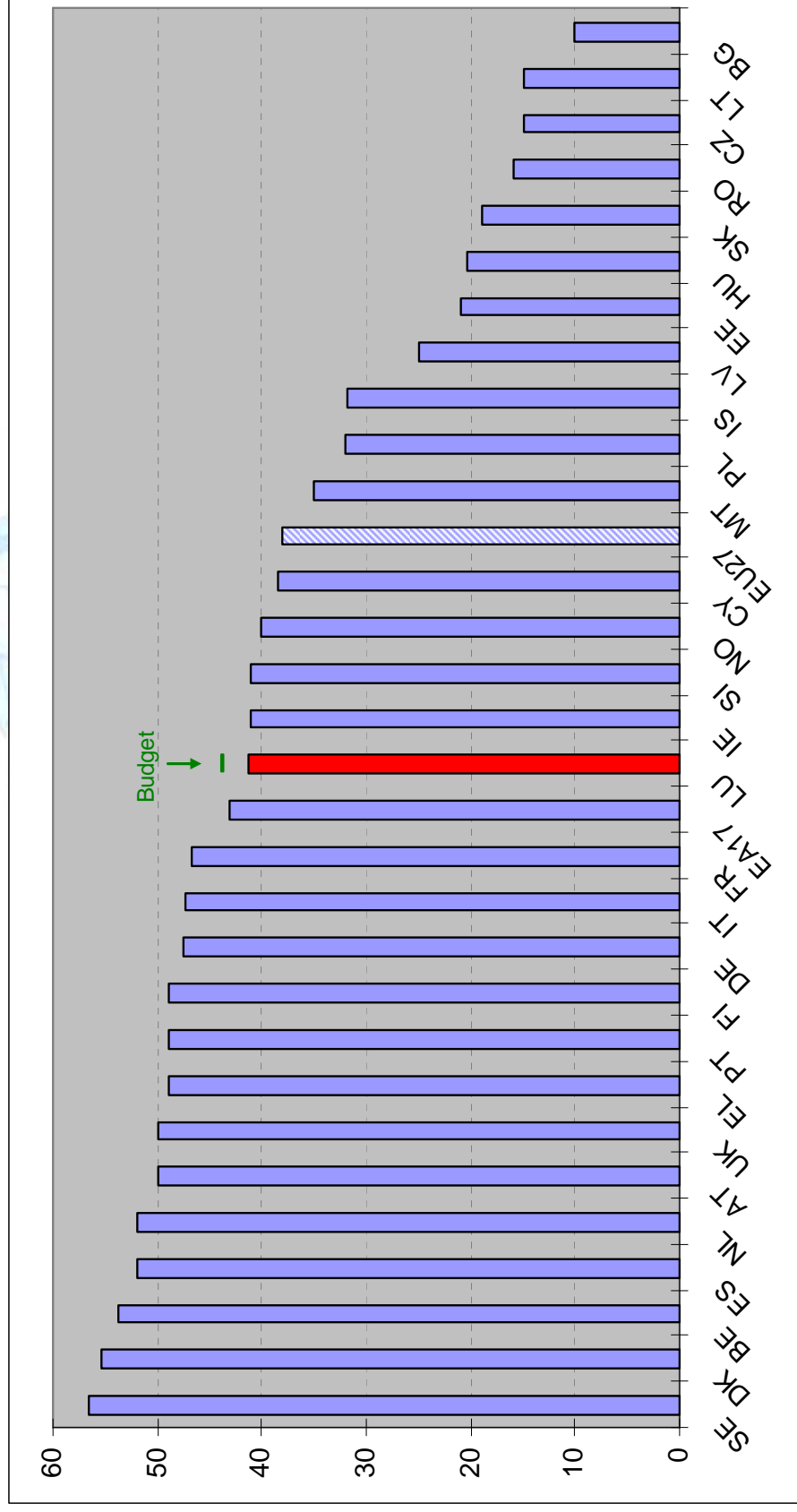
Taxe de la plus à la moins nuisible pour la croissance économique



Sources: Commission européenne, BCL.

# Marges de manœuvre sur le plan des recettes

Taux de taxation maximum sur le revenu des personnes physiques en 2012  
En %

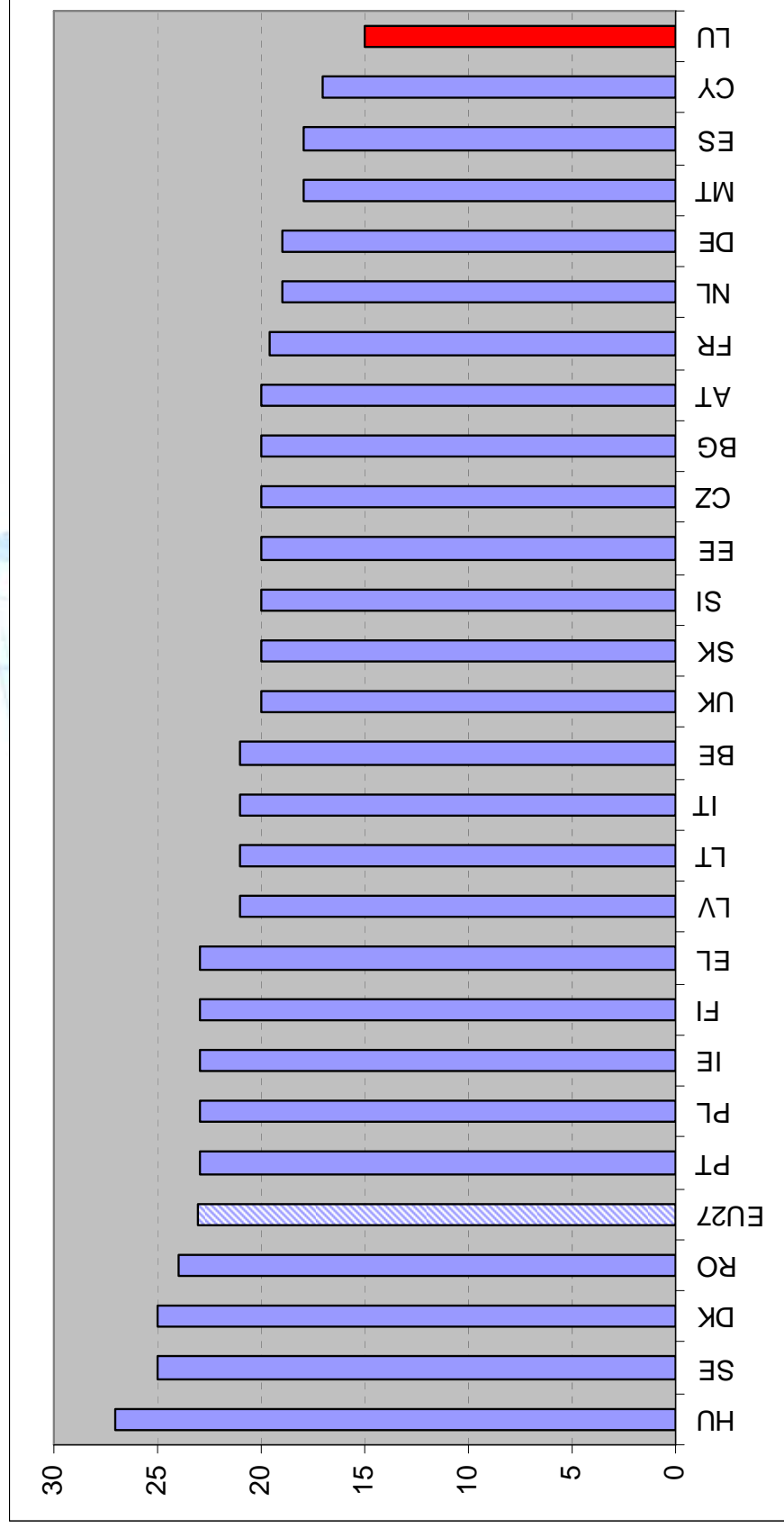


Sources: Commission européenne, Projet de budget 2013, calculs BCL.

# Marges de manœuvre sur le plan des recettes

Taux standard de TVA au 1er juillet 2012

En %

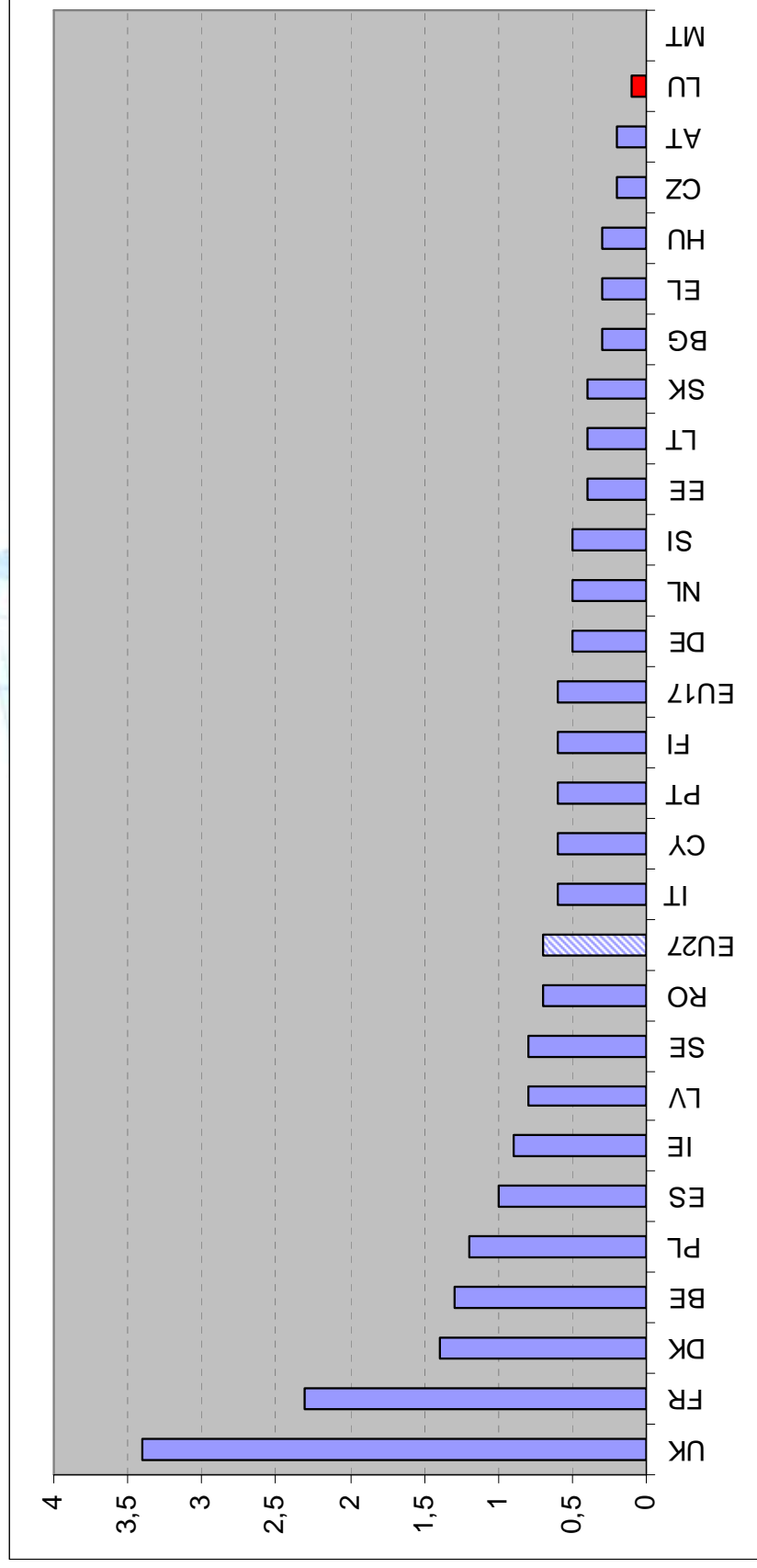


Sources: Commission européenne, calculs BCL.

# Marges de manœuvre sur le plan des recettes

## Impôt foncier

En % du PIB

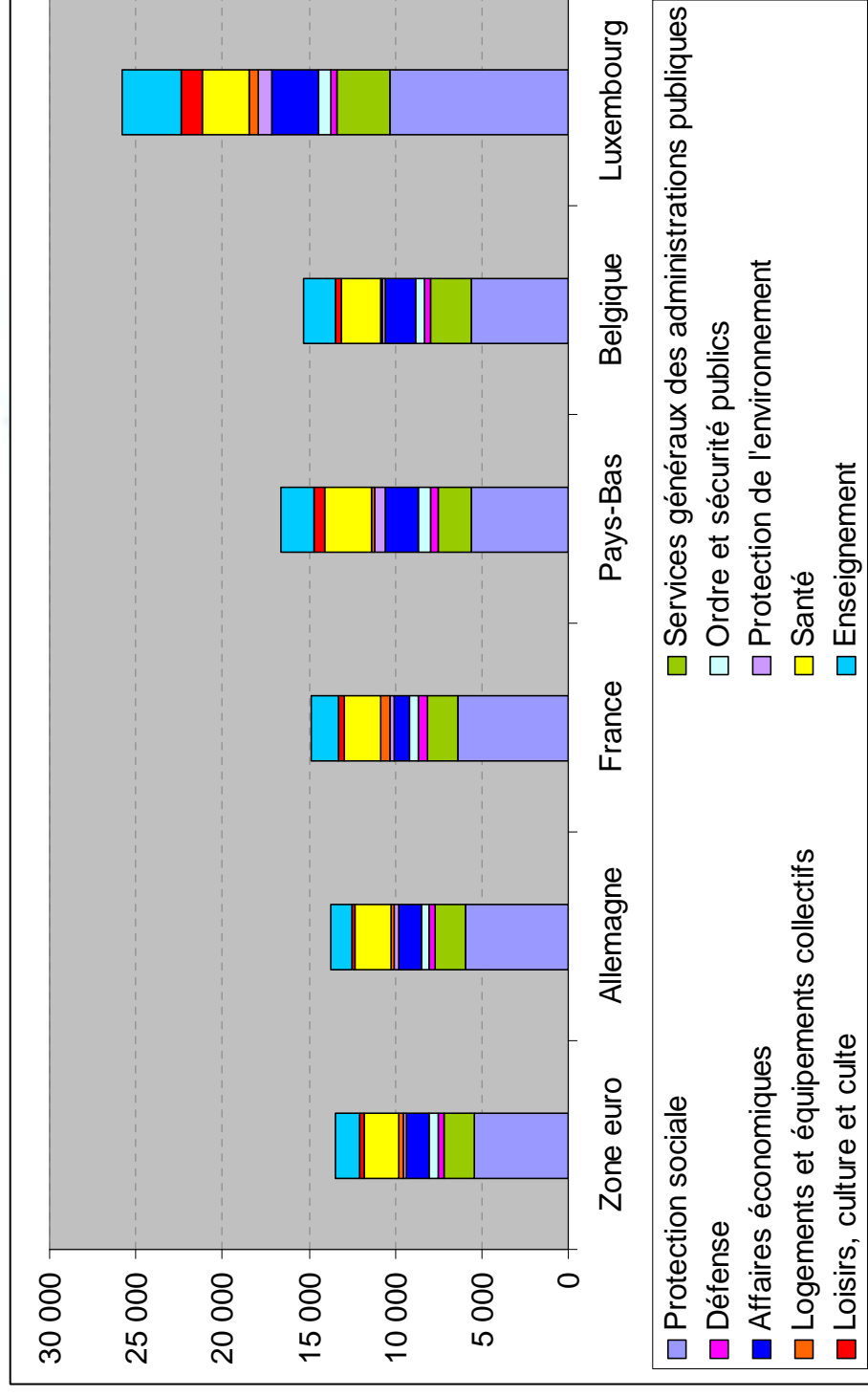


Sources: Commission européenne, calculs BCL.

# Indispensable maîtrise des dépenses

## Dépenses des Administrations publiques par classes fonctionnelles

En euros par habitant et par an en 2010, en parités de pouvoir d'achat



Notes: Les données pour le Luxembourg ont été corrigées pour les transferts sociaux exportés et pour les investissements en matière de transport liés aux frontaliers.

Sources: Eurostat, IGSS et calculs BCL.

# Transposition de la Directive 2011/85/UE. Situation au Luxembourg

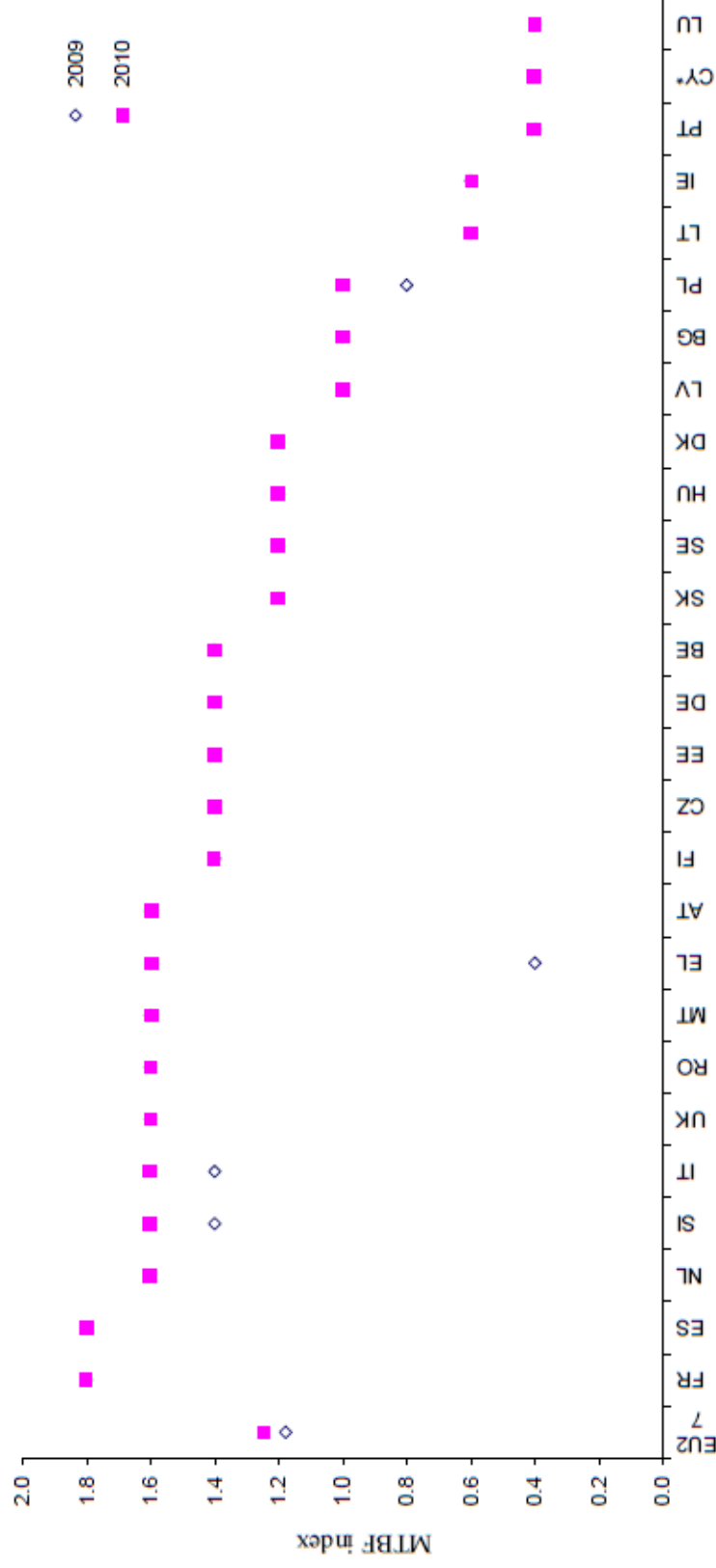
Contenu de la Directive	Situation en vigueur au Luxembourg
<p>Disponibilité régulière de statistiques fiables et standardisées</p> <p>Publication des prévisions macro et des méthodologies correspondantes en vue de la programmation budgétaire</p> <p>Règles budgétaires chiffrées</p> <p>Perspective pluriannuelle</p> <p>Coordination budgétaire entre sous-secteurs</p>	<p>● ● ● ● ●</p>

Source: BCL.



# Transposition de la Directive 2011/85/UE

Index concernant la mise en place d'un cadre de programmation budgétaire pluriannuel dans l'Union Européenne, 2009 et 2010



Source: Commission européenne.

# Conclusions

- Contexte macro-économique défavorable, déperdition de certaines recettes, augmentation des dépenses liées au « vieillissement » la plus forte de l'UE, forte dégradation de la situation budgétaire de l'Administration centrale ces dernières années. Un important effort de consolidation est requis dans ce contexte.
- Louable effort d'assainissement en 2013, mais il importe de poursuivre cet effort.
- La mise en œuvre de la réforme des pensions dès janvier 2013 est indispensable.
- Composition de l'effort: éviter de trop charger le coût du travail (dérapage des CSU, pénalisation de l'emploi).
- Marges d'ajustement: la TVA, l'impôt foncier, la déduction des intérêts hypothécaires, les dépenses en général (très élevées en comparaison internationale).
- Nécessité de se conformer à la nouvelle gouvernance européenne (statistiques sur l'exécution du budget, transparence sur les méthodes de prévisions budgétaires, règle budgétaire).